

Réponse de Storengy
à la consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie
du 14 novembre 2014
relative aux plans décennaux de développement de GRTgaz et TIGF

-O-O-O-O-O-O-

Remarque préliminaire sur le développement des sites de stockage

Le paragraphe 5.4.2 de la consultation publique sur le développement des sites de stockage de gaz naturel indique : « *En 2014, Storengy a confirmé l'abandon du projet de développement du stockage de Hauterives, dans la Drôme.* »

Cette information est fausse et n'a jamais été communiquée par Storengy.

Storengy souhaite donc apporter la rectification suivante : Storengy n'a pas abandonné le projet de développement d'Hauterives ; Storengy a suspendu jusqu'à nouvel ordre la mise en service du projet Hauterives, de même que le projet de développement de nouvelles capacités d'injection et de soutirage sur le site d'Etrez.

-O-O-O-O-O-O-

Question 1 : Les modalités actuelles de consultation du marché par les GRT vous donnent-elles satisfaction ?

Storengy est satisfait des modalités actuelles de consultation du marché sur les plans décennaux.

Question 2 : Avez-vous des remarques sur les prévisions de consommation de GRTgaz et TIGF à l'horizon des plans à 10 ans ?

Les différentes projections de consommation montrent une demande de gaz au mieux quasi-stable (moyennant une hypothèse très forte sur la reprise de la consommation à partir de 2018 pour la production d'électricité à partir de gaz), voire orientée à la baisse, ceci dans un contexte marqué par une incertitude forte sur la demande long terme. La pertinence d'investissements très importants sur les réseaux de transport, en particulier ceux prévus dans le cadre de la fusion des PEGs (plus de 800 M€), peut dès lors être re-questionnée.

Question 3 : Quel avis portez-vous sur la solution d'investissement proposée par GRTgaz pour créer 100 GWh/j de capacités « quasi-fermes » en entrée France ?

Storengy s'interroge sur plusieurs points :

- L'utilisation du terme de capacité « quasi-ferme » manque de précision. Les capacités sont fermes ou interruptibles. Si le taux d'interruption des capacités est proche de 0%, alors la tarification de ces capacités devra être plus élevée que celle des autres capacités interruptibles sur les PIR du Nord de la France, aujourd'hui représentant 50% du tarif des capacités fermes.

- L'impact sur la gestion du réseau de transport de GRTgaz n'est pas mentionné. Quel sera l'impact de l'évolution des flux à Oltingue sur les congestions Nord et Ouest/Est, en particulier dans le cadre d'un PEG France unique ?
- Si les capacités en entrée à Oltingue mises sur le marché ne sont pas réservées, le risque associé à une non commercialisation sera-t-il mutualisé dans le tarif de GRTgaz ?

Question 4 : Les projets de GRTgaz et de TIGF vous paraissent-ils refléter correctement les besoins du marché à l'horizon du plan ?

Storengy rappelle son attachement à l'attractivité du marché français du gaz, qui est primordiale. Ainsi Storengy doute toujours de la pertinence de la réalisation des investissements Val de Saône et Gascogne-Midi (800 M€) dans le cadre de la création d'un PEG unique.

Storengy partage l'analyse de la CRE qui souligne que ces projets entraîneront une très forte augmentation des tarifs de transport, ce qui n'est pas soutenable dans le contexte économique et gazier actuel. Cette analyse est confirmée par le refus de la Commission Européenne de subventionner l'ouvrage Val de Saône.

Storengy estime en conséquence qu'il est urgent :

- i) de re-questionner l'orientation retenue pour la mise en place d'une place de marché unique en France ;
- ii) de réexaminer en détail la contribution de mécanismes contractuels innovants de fluidification, comme le JTS par exemple, au lieu de s'orienter vers des investissements lourds pour fusionner les zones

Concernant les capacités de sortie vers l'Allemagne, ce projet est conditionné à une évolution des pratiques d'odorisation, concrètement la mise en place d'une odorisation décentralisée. Dès lors, Storengy souhaite souligner que :

- l'odorisation centralisée est une solution qui réclame de très lourds investissements, sans aucun bénéfice pour le consommateur français ;
- techniquement, la désodorisation d'un stockage en milieu poreux peut être très longue (plusieurs années) ;
- la désodorisation des stockages entraînerait des coûts supplémentaires pour les opérateurs de stockage, coûts qui devraient être intégrés dans l'économie globale du projet envisagé.

Question 5 : Avez-vous d'autres remarques en ce qui concerne les plans décennaux de développement de GRTgaz et TIGF ?

Capacités aux PITS Nord et Sud Atlantique

Storengy rappelle que la liaison Nord-Sud du réseau de GRTgaz n'est pas le seul objet contractuel saturé au regard des congestions observées sur l'axe Nord-Sud du réseau de l'opérateur et que les conditions d'acheminement vers/depuis les Points d'Interconnexion Transport Stockage (PITS) Nord-Atlantique et Sud-Atlantique ne sont aujourd'hui pas satisfaisantes.

L'accès aux offres de stockage de Storengy assises sur les sites de Chémery et Céré-la-Ronde est ainsi limité, ce qui n'est pas sans conséquence sur le remplissage de ces sites, qui représentent près de 40% des capacités de stockage en France.